



La réponse coûteuse de l'Europe aux milliards de subventions du gouvernement américain

Par [LENA](#)

Publié le 03/02/2023 à 19:58



Les règles en matière d'aides d'État, jusqu'ici particulièrement strictes, visent à garantir que la concurrence entre les pays de l'UE ne soit pas faussée et que le marché intérieur fonctionne — une pierre angulaire de l'intégration européenne. *Adobe stock.*

VU D'AILLEURS - Alors que les États-Unis entendent soutenir leurs entreprises à hauteur de 370 milliards de dollars -en particulier celles qui fabriquent des voitures électriques, des éoliennes et des panneaux solaires sur place-, Bruxelles envisage de lancer son propre programme de subventions. Et d'assouplir les règles relatives aux aides d'État.

Par Stefan Beutelsbacher (Die Welt)

La Commission européenne compte bien faire preuve de fermeté face aux subventions climatiques de plusieurs milliards de dollars accordées par les États-Unis et assouplir les règles relatives aux aides d'État. Voilà ce qui ressort d'un projet de l'autorité bruxelloise, projet que le journal Die Welt a pu consulter. Il sera officiellement présenté mercredi, et le Parlement européen et les gouvernements des États membres en négocieront ensuite les détails.

Le « *Green Deal Industrial Plan* » de la Commission est la réponse à une loi américaine appelée Inflation Reduction Act, ou IRA, loi qui prévoit la promotion de technologies respectueuses de l'environnement et qui est considérée comme l'un des plus grands triomphes du président Joe Biden. Le gouvernement américain entend ainsi soutenir les entreprises à hauteur de 370 milliards de dollars — en particulier celles qui fabriquent des produits tels que des voitures électriques, des éoliennes et des panneaux solaires sur place.

Le problème, c'est que la Commission européenne voit dans cette initiative un risque de distorsion de la concurrence et craint que des industries importantes ne déménagent aux États-Unis. Deux grandes mesures devraient empêcher cela. D'une part, l'autorité bruxelloise envisage de réduire les obstacles bureaucratiques. Les procédures d'autorisation des projets touchant le domaine des énergies renouvelables devraient ainsi être simplifiées et accélérées. Comme on peut le lire dans la proposition des fonctionnaires bruxellois, cela pourrait conférer à l'Europe un important avantage concurrentiel au niveau international.

Si les 27 États membres de l'UE ne devraient pas s'opposer à cette réduction de la bureaucratie, le deuxième projet de la Commission est en revanche plus controversé ; il s'agit de l'assouplissement des règles relatives aux aides d'État. Les gouvernements nationaux devraient ainsi pouvoir subventionner davantage les technologies vertes. En outre, les États membres devraient pouvoir accorder plus d'avantages fiscaux aux entreprises internationales.

Le plan ne prévoit pas de nouvelle dette commune de l'UE

Si l'Allemagne et la France sont favorables à un assouplissement des règles en matière d'aides d'État, de nombreux petits pays européens, comme les Pays-Bas, le Danemark et l'Autriche, s'y opposent. Ils craignent de manquer d'argent pour apporter aux entreprises un soutien aussi important que celui apporté par les grands États membres. Ces dernières semaines, certains politiciens issus des pays les plus faibles financièrement ont mis en garde contre une course aux subventions, non seulement avec les États-Unis, mais aussi sur leur propre continent.

Les règles en matière d'aides d'État, jusqu'ici particulièrement strictes, visent à garantir que la concurrence entre les pays de l'UE ne soit pas faussée et que le marché intérieur fonctionne — une pierre angulaire de l'intégration européenne.

La Commission souligne également le risque de distorsion de la concurrence. Elle propose donc de financer les technologies respectueuses de l'environnement avec des fonds européens, sans préciser toutefois d'où ils proviendraient exactement. Elle se contente de dire que les fonds existants devraient être répartis différemment.

Le plan ne prévoit pas de nouvelle dette commune de l'UE, un point qui a généré pas mal de tensions entre les États membres dernièrement. Alors que certains pays, dont la France et l'Italie, souhaitent que soit mise en place une nouvelle enveloppe de financement au niveau européen — cette semaine, le président français Emmanuel Macron a demandé le déblocage de 380 milliards d'euros de fonds, soit un peu plus que ce que les Américains comptent dépenser —, de nombreux autres pays de l'UE, dont l'Allemagne, rejettent cette idée. Ils renvoient au fonds d'aide COVID-19, qui prévoit 225 milliards d'euros pour la transition vers une économie plus durable. Un fonds qui reste pour l'instant majoritairement inutilisé.

Les ministres de l'Économie allemand et français, Robert Habeck et Bruno Le Maire, prévoient de se rendre à Washington la semaine prochaine afin de discuter de ces mesures. Or, personne à Bruxelles ne s'attend à ce que les Américains fassent des concessions aux Européens et réduisent leurs subventions.